



**INDRE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°37-2024-03025

PUBLIÉ LE 27 MARS 2024

# Sommaire

**Préfecture d'Indre et Loire /**

37-2024-03-21-00001 - 2024 03 - APPP 24-07 Inventaire ZH NEC (3 pages)

Page 3

Préfecture d'Indre et Loire

37-2024-03-21-00001

2024 03 - APPP 24-07 Inventaire ZH NEC

**ARRÊTE n° SAIPP/BE/24-07**  
**portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour la réalisation d'un inventaire des zones humides sur le territoire du syndicat mixte Nouvel Espace du Cher**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code pénal, notamment les articles 322-1, 322-2, 433-11 et R. 635-1 ;

**Vu** le Code de justice administrative ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son article L. 411-1 A ;

**Vu** la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

**Vu** la loi du 6 juillet 1943, modifiée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

**Vu** la demande du président du syndicat mixte du Nouvel Espace du Cher du 11 mars 2024 en vue d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur des propriétés privées sur les communes qu'il regroupe afin de réaliser une étude d'inventaire et de caractérisation de zones humides ;

**Considérant** que la Société d'études de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) agréée au titre de la protection de l'environnement, a été missionnée par le syndicat mixte du Nouvel Espace du Cher pour réaliser cet inventaire sur l'ensemble du territoire recouvert par le syndicat ;

**Considérant** la nécessité de faciliter les études sur le terrain en vue de la réalisation de l'opération susvisée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1er : autorisation de pénétrer et périmètre concerné**

Les agents du syndicat mixte Nouvel Espace du Cher (NEC) et les membres de la Société d'études de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) mandatés par le NEC, chargés de l'exécution des travaux d'études, sont autorisés, dans les conditions énoncées au présent arrêté, à pénétrer dans les propriétés privées situées dans le périmètre de trente-trois communes d'Indre-et-Loire concernées par l'inventaire afin de réaliser les études nécessaires au projet de réalisation d'une étude d'inventaire et de caractérisation de zones humides.

Les communes concernées sont les suivantes : Amboise, Athée-sur-Cher, Azay-sur-Cher, Ballan-miré, Berthenay, Bléré, Céré-la-Ronde, Chambray-les-Tours, Chenonceaux, Chisseaux, Civray-de-Touraine, Dierre, Druye, Epeigne-les-Bois, Francueil, Joué-les-Tours, La Croix-en-Touraine, La Riche, La Ville-aux-Dames, Larçay, Le Liège, Lussault-sur-loire, Luzillé, Montlouis-sur-Loire, Saint-Avertin, Saint-Genouph, Sant-Martin-le-Beau, Saint-Pierre-des-Corps, Savonnières, Sublaines, Tours, Veretz et Villandry.

Ces interventions, qui porteront sur des études floristiques et des sondages pédologiques, seront limitées aux abords immédiats des sites identifiés « zones humides probables » tels que représentés sur les cartographies en annexe.

L'introduction des bénéficiaires de cet arrêté dans les propriétés closes autres que maison d'habitation ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement de formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, soit cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par le syndicat mixte Nouvel Espace du Cher.

À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en la mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou particuliers peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal judiciaire.

Les agents pourront planter des mâts, piquets, bornes et repères, élaguer des arbres et des haies. Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de hautes futaies avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

### **Article 2 : durée de l'autorisation**

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date de signature, et est valable pour une durée de deux ans maximum à compter de cette même date.

### **Article 3 : présentation de l'arrêté sur réquisition**

Chaque personne visée à l'article premier sera munie d'une copie du présent arrêté qu'elle devra présenter à toute réquisition.

### **Article 4 : indemnisation des propriétaires**

Les indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires et exploitants pour réparer les dommages causés aux immeubles par le personnel chargé des travaux précités seront à la charge du syndicat mixte Nouvel Espace du Cher. À défaut d'entente amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

### **Article 5 : concours des maires**

Les maires des communes concernées sont invités à prêter leurs concours et appuis de leurs autorités aux agents du syndicat mixte Nouvel Espace du Cher, ou de leur mandataire.

### **Article 6 : publication et affichage**

Cet arrêté sera notifié aux maires des communes mentionnées à l'article 1er. Les maires concernés procéderont immédiatement à l'affichage dudit arrêté aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et en d'autres endroits apparents et fréquentés du public au moins dix jours avant le commencement des opérations édictées à l'article 1<sup>er</sup>, et pendant toute leur durée.

Ils adresseront au préfet du département d'Indre-et-Loire (SAIPP/BE) un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État dans le département.

### **Article 7 : délai et voies de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire (SAIPP – BE), 37 925 Tours Cedex 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 92 055 Paris-La-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, le président du syndicat mixte Nouvel Espace du Cher, la directrice interdépartementale de la police nationale d'Indre et Loire, le commandant du groupement de gendarmerie nationale d'Indre-et-Loire, et les maires des communes d'Amboise, Athée-sur-Cher, Azay-sur-Cher, Ballan-miré, Berthenay, Bléré, Céré-la-Ronde, Chambray-les-Tours, Chenonceaux, Chisseaux, Civray-de-Touraine, Dierre, Druye, Épeigné-les-Bois, Francueil, Joué-les-Tours, La Croix-en-Touraine, La Riche, La Ville-aux-Dames, Larçay, Le Liège, Lussault-sur-loire, Luzillé, Montlouis-sur-Loire, Saint-Avertin, Saint-Genouph, Sant-Martin-le-Beau, Saint-Pierre-des-Corps, Savonnières, Sublaines, Tours, Veretz et Villandry sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État d'Indre-et-Loire.

**Fait à Tours, le 21 mars 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

[signé]

**Xavier LUQUET**